

PRÉFET DU DOUBS

*Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement Bourgogne – Franche-Comté*

Unité Départementale Territoire de Belfort – Nord Doubs

ARRETE

Société CASTMÉTAL FWF à SAINTE-SUZANNE

**Arrêté préfectoral fixant des prescriptions
complémentaires**

**Le Préfet du Doubs,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU :

- la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, notamment son annexe I ;
- le Code de l'Environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles R.181-45, R.181-46 et R.515-84 ;
- la nomenclature des Installations Classées ;
- le décret du 24 septembre 2018 portant nomination de Monsieur Joël MATHURIN, Préfet du Doubs ;
- le décret, du 27 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Jean-Philippe SETBON, administrateur civil hors classe détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la Préfecture du Doubs ;
- l'arrêté préfectoral n°25-SG-2017-10-13-005 en date du 13 octobre 2017 portant délégation de signature à M. Jean-Philippe SETBON, Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs ;
- l'arrêté cadre inter-préfectoral n° 2013177-0011 relatif à la mise en place des principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau en Franche-Comté ;
- l'arrêté préfectoral n° 2010 2307 03058 du 23 juillet 2010 autorisant la Société FWF domiciliée Route de Besançon à SAINTE-SUZANNE à poursuivre la fabrication de pièces moulées à partir d'acier de 2^{ème} fusion, à la même adresse ;
- la lettre adressée à la Société CASTMÉTAL FWF le 28 janvier 2015 confirmant le classement de l'installation qu'elle exploite selon la rubrique principale « 3000 » de la nomenclature relative à l'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles dite « directive IED » ;

- la déclaration de la Société CASTMÉTAL FWF le 8 avril 2014 portant sur les garanties financières, indique par le calcul qu'elle n'est pas soumise à la constitution de garanties financières ;
- la déclaration de la Société CASTMÉTAL FWF, nouvelle dénomination de la société, datée du 16 octobre 2015 informant le Préfet du DOUBS (inspection des Installations Classées) du remplacement du procédé de fusion entraînant une modification de l'installation et de son mode d'utilisation ;
- la circulaire du 14 mai 2012 sur l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R.512-33, remplacé par l'article R181-46, du Code de l'Environnement ;
- l'avis et les propositions de l'inspection des Installations Classées en date du 23 novembre 2018 ;
- l'avis du CODERST lors de sa séance du 11 décembre 2018 ;
- le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 14 décembre 2018 ;
- l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet en date du 21 décembre 2018.

Le pétitionnaire entendu ;

CONSIDÉRANT que les modifications apportées à l'installation ne sont pas substantielles au regard de la circulaire du 14 mai 2012 sur l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT néanmoins que l'adaptation des dispositions techniques applicables à l'installation par la voie d'un arrêté complémentaire dans les formes prévues par l'article R.181-45 comme le prévoit l'article R.181-46-II est nécessaire ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de revoir dans les formes de l'article R.181-45 susvisés, l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2010 2307 03058 du 23 juillet 2010, afin de le mettre en cohérence avec la révision de la nomenclature introduite par le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 susvisés ;

CONSIDÉRANT la remise de l'étude de risques sanitaires le 27 janvier 2015, complété le 12 mars 2015 répondant aux prescriptions de l'article 9.2.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2010 2307 03058 du 23 juillet 2010 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION

La Société CASTMÉTAL FWF domiciliée Route de Besançon à SAINTE-SUZANNE (25630) est autorisée à poursuivre la fabrication de pièces moulées à partir d'acier de 2^{ème} fusion dans son établissement sis à la même adresse selon les modifications, ajouts et suppression apportées à différents articles de l'arrêté préfectoral n° 2010 2307 03058 du 23 juillet 2010 réglementant ses activités.

ARTICLE 2 – MODIFICATIONS / AP N°2010 2307 03058 du 23/07/2010

Afin de faciliter la lecture des ajouts et suppressions du présent arrêté de prescriptions complémentaire par rapport à l'arrêté préfectoral n° 2010 2307 03058 du 23 juillet 2010. L'arrêté préfectoral est repris sur sa trame et l'ensemble des articles modifiés repris en totalité.

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Alinéa	AS,A, D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2551	1	A	Fonderie (fabrication produits moulés) métaux et alliages ferreux	Four induction	à capacité de production	>10	t/j	77	t/j
2515	1-b	E	Broyage, concassage, criblage de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes	sablerie	puissance installée de l'ensemble des machines	> 200 et ≤500	kW	320	kW
3240	/	A	Exploitation de fonderies de métaux ferreux	Four induction	à capacité de production	>20	t/j	77	t/j
1715	Le site FWF n'a plus de source gamma								
4725 (1220)	3	D	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7)	1 cuve d'oxygène liquide	quantité présente	≥2 et <200	t	19	t
2560	2	DC	Métaux et alliages (travail mécanique des)	Usinage, ébarbage	puissance installation	>150 et ≤1000	kW	154	kW
2561		DC	Métaux et alliages (trempe, recuit ou revenu)	6 fours de traitement thermique	/	/	/	/	/

2575		D	Abrasives (emploi de matières)	4 grenailleuses	puissance installée des machines	>20	kW	540	kW
2662	b	D	Polymères (stockage de)	modèles en résines stockés en racks	volume stocké	≥100 <1000	m³	190	m³
2921	2	DC	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) Circuit primaire fermé	2 TAR	Puissance thermique évacuée	<3000	kW	1954	kW
2940	2b	DC	Vernis, peinture, colle,... (application, cuisson, séchage) autre procédé que le « trempé »	1 cabine de peinture	quantité maxi utilisée	>10 et ≤ 100	kg/j	89	kg/j
4718 (1412)		NC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel	Bouteilles de gaz	quantité présente	<6	t	<<6	t
4331 (1432) (1433)		NC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.	Local de stockage (fûts)	capacité équivalente totale	>50	t	<<50	t
4130	2	NC	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. (amine)	Local de stockage (fûts)	Quantité totale	≥1 et <10	t	270	kg
4511		NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.		Quantité totale	≥100 et <200	t	80	kg
4719		NC	Acétylène (numéro CAS 74-86-2).		quantité présente	≥250 kg et <1 t	kg	<<250	kg
1530		NC	Bois, Papier, carton ou combustibles analogues (dépôt de)	Hangar à palettes	Volume stocké	≤1000	m³	374	m³
2925		NC	Accumulateurs (atelier de charge d')	Alimentation des chariots élévateurs	puissance maximale	> 50	kW	4,5	kW

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou DC (Déclaration avec Contrôle) D (Déclaration) ou NC (Non Classé) Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

ARTICLE 1.2.3. CONSISTANCES DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'établissement objet du présent arrêté a pour activité principale la fabrication de pièces moulées à partir d'acier de deuxième fusion. L'établissement comprenant l'ensemble des Installations Classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un atelier de fonderie comprenant un parc à ferrailles couvert, l'élaboration du sable de moulage (sablerie), la fabrication des moules en sable (moulage au sable à vert), **deux fours à induction d'une capacité nominale de 5,8 tonnes ne pouvant pas fonctionner simultanément** (fusion) ainsi que le remplissage des moules par le métal en fusion (coulée) ;
- un atelier de noyautage prenant en charge l'élaboration du sable à noyaux (sablerie noyautage – rubrique 2515) et la fabrication des noyaux par le procédé dit en boîte froide. Dans ce procédé, l'agglomération du sable est renforcée par l'ajout d'une résine de polyuréthane fabriquée par réaction d'un composé phénolique et d'un isocyanate (MDI) avec pour catalyseur de durcissement une amine liquide (DMEA) ;

- un atelier de parachèvement incluant des opérations de grenailage, coupage au chalumeau (emploi d'oxygène), ébarbage, traitement thermique (four tunnel), décalaminage, contrôle et peinture ;
- un bâtiment abritant 5 fours de traitement thermique, 2 grenailleuses et la machine de traitement métallurgique par induction ;
- de divers locaux de stockage appelés magasins, abritant notamment le dépôt de ferro-silicium, les stocks de modèles ;
- le parc à déchets ;
- des locaux de maintenance ;
- des locaux administratifs.

Les utilités sont constituées par :

- un ensemble de petites chaudières individuelles au gaz naturel pour le chauffage des bureaux ;
- d'un ensemble d'installations de compression d'air ;
- de deux tours aéroréfrigérantes refroidissant l'une le bac de trempe, l'autre la machine de traitement métallurgique par induction ;
- 3 chargeurs de batteries.

Tout dépôt ou démantèlement de véhicules hors d'usage est interdit sur le site.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

CHAPITRE 1.5 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

CHAPITRE 1.6 GARANTIES FINANCIÈRES

Sans préjudice des dispositions prévues aux articles L. 516-1, L. 516-2 et L. 512-18 du Code de l'Environnement Chapitre VI Dispositions financières, l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas aux installations mentionnées au 5° lorsque le montant de ces garanties financières, établi en application de l'arrêté mentionné au 5° du IV de l'article R. 516-2, est inférieur à « 100 000 € ».

L'exploitant est tenu de vérifier la nécessité éventuelle de la mise en place de garanties financières, en particulier pour les installations exploitées au titre de la rubrique 2551 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Cette vérification devra être effectuée à l'occasion de toutes modifications donnant lieu à une information du préfet conformément aux dispositions de l'article R181-46 du Code de l'Environnement.

CHAPITRE 1.7 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

CHAPITRE 1.8 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

CHAPITRE 1.9 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

CHAPITRE 1.10 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

À cet effet, l'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles telles que définies à l'annexe IX de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, en s'appuyant sur des documents de référence (BREFs, notamment le BREF « Fonderie » ou autres documents équivalents).

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

CHAPITRE 2.4 DANGERS OU NUISANCES NON PRÉVENUS

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et notamment ceux repris dans le tableau ci-dessous. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Articles	Documents/ Échantillons tenus à disposition	Durée de conservation
1.7.6	Programme d'amélioration	
3.2.1	Registre des incidents susceptibles d'être à l'origine d'une pollution atmosphérique	
4.1.3.2	Registre des volumes d'eau prélevés	
4.2.2 et 4.3.4	Plan des réseaux et registre spécial	
5.1.2.1.2	Doubles des échantillons de sables analysés	2 ans
5.1.6.	Liste des transporteurs de déchets	
7.1.1	Inventaire et état de stocks de substances dangereuses, fiches de données de sécurité	
7.2.3	Rapport de vérification des installations électriques	
7.3.1	Consignes d'exploitation	
7.3.5.1	Registre des contrôles de radioactivité supprimé suite à l'arrêt de la gamma	
7.5.1	Registre des vérifications, opérations d'entretien et de vidange des rétentions	
7.6.2	Registre d'entretien des moyens d'intervention	
7.6.5	Consignes de sécurité	
8.2.2	Justificatifs de formation et d'information du personnel intervenant sur et à proximité des tours aéroréfrigérantes	
8.2.6	Échantillons d'eau contaminés par des légionelles > 100 000 UFC/l	3 mois (laboratoire)
8.2.11	Carnet de suivi des tours aéroréfrigérantes	
8.2.13	Rapport de contrôle des tours aéroréfrigérantes	
9.1.1	Programme d'autosurveillance	
9.2.1.1.1	Enregistrement en continu des émissions de poussières (conduits n°1 et 3)	1 an
9.2.5.1	Registres d'admission des déchets, caractérisation de base et vérification de conformité	5 ans
9.3.2	Rapport de synthèse de l'autosurveillance	10 ans

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

L'exploitant doit procéder aux contrôles suivants :

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
8.2	Recherche de légionelles Contrôle de conformité des TAR Suivi de la qualité de l'eau d'appoint des TAR Mesure des volumes rejetés par les TAR Mesures des polluants de l'eau des TAR	Conformément à l'arrêté du 14/12/2013
9.2.1	Autosurveillance des rejets atmosphériques, PGS et mesures comparatives	En permanence ou annuelle selon le cas
9.2.2	Relevé des prélèvements d'eau	hebdomadaire
9.2.4.1.4.	surveillance des eaux souterraines	semestrielle
9.2.5	Autosurveillance des déchets	Au jour le jour
9.2.7	Autosurveillance des niveaux sonores	Dans un délai de 3 ans, puis tous les 5 ans

L'exploitant doit transmettre à l'inspection ou, le cas échéant, au Préfet les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
1.7.1	Porter à connaissance des modifications	Avant réalisation
1.7.2	Mise à jour de l'étude d'impact et/ou de l'étude des dangers	À l'occasion de toute modification notable
1.7.5	Notification de changement d'exploitant	Dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation
1.7.6	Notification de mise à l'arrêt définitif	Au moins 3 mois avant la mise à l'arrêt définitif
2.5.1	Rapport d'accident	Sous 15 jours après l'accident
8.2	Rapport d'incident légionelles Bilan annuel légionelle	Conformément à l'arrêté du 14/12/2013
9.3.2	Rapport de synthèse de l'autosurveillance	Annuel, dans le mois qui suit la réception des résultats de mesures
9.3.2	Résultats de l'autosurveillance des eaux souterraines	Dans le mois qui suit leur réception
9.3.5	Résultats de la surveillance de niveaux sonores	Dans le mois qui suit leur réception
9.4.1	Bilans et rapports annuels Déclaration électronique des émissions	Avant le 1 ^{er} avril de chaque année
9.4.3	Bilan quadriennal	Tous les 4 ans

TITRE 3 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDES

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
1	Four de fusion à induction	5,8 tonnes	Sans objet	Dépoussiéreur à manches
2	SIMPSON	/	/	Dépoussiéreur à manches
3	Sablerie décochage	/	/	Dépoussiéreur à manches
4.1	Four tunnel de traitement thermique	150 kW	Gaz naturel	/
4.2	Four tunnel de traitement thermique		Gaz naturel	/
5	Four de traitement thermique (HI TECH 1)	18 kW	Gaz naturel	/
6	Four de traitement thermique (HI TECH 2)	18 kW	Gaz naturel	/
7	Four de traitement thermique (HI TECH 3)	18 kW	Gaz naturel	/
8	Four de traitement thermique (VONROLL)	17 kW	Gaz naturel	/
9	Four de traitement thermique (ELETHERM)	8 kW	Gaz naturel	/
10	Dessableuse PPS (parachèvement)	/	/	Cartouches filtrantes
En atelier	Décalamineuse (TTH)	/	/	Cartouches filtrantes
11	Décalamineuse PPS (parachèvement)	/	/	Cartouches filtrantes
En atelier	Décalamineuse (TTH)	/	/	Cartouches filtrantes
12	Noyautage 1	/	/	/
	Noyautage 2	/	/	/
13	Cabine de peinture	/	/	Filtres à sec

ARTICLE 3.2.3. CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

	Hauteur depuis le sol en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit n° 1	18	1,10	43 000 m ³ /h	8 m/s
Conduit n° 2	22	0,90	15 000 m ³ /h	8 m/s
Conduit n° 3	23	1,25	42 400 m ³ /h	8 m/s
Conduit n° 4.1	11	0,80	3700 m ³ /h	/
Conduit n° 4.2	11	0,60	2500 m ³ /h	/
Conduit n° 5	10	0,40	Évaluation (voir article 9.2.1.1.1 dernier alinéa)	
Conduit n° 6	10	0,40	Évaluation (voir article 9.2.1.1.1 dernier alinéa)	
Conduit n° 7	10	0,40	Évaluation (voir article 9.2.1.1.1 dernier alinéa)	
Conduit n° 8	10	0,40	Évaluation (voir article 9.2.1.1.1 dernier alinéa)	
Conduit n° 9	2,5	0,30	Évaluation (voir article 9.2.1.1.1 dernier alinéa)	
Conduit n° 10	11	0,80	18000 m ³ /h	/
Conduit n° 11	17	0,80	14300 m ³ /h	/
Conduit n° 12	9	0,5	12000 m ³ /h	/
Conduit n° 13	9	0,80	15200 m ³ /h	/

ARTICLE 3.2.4. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;

Lorsqu'un même polluant est rejeté par divers rejets canalisés, le flux horaire total auquel il fait référence dans l'article 3.2.5 désigne le flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus de l'établissement.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3	Conduits n°4.1/4.2	Conduit n°5	Conduit n°6	Conduit n°7
Poussières	5	20	20	150	150	150	150
COVNM si flux >2 kg/h	/	/	110	150	150	150	150
Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) : Cd+Hg+Tl si flux > 1 g/h avec	0,1	/	0,1	/	/	/	/
Cd	0,05	/	0,05	/	/	/	/
Hg	0,05	/	0,05	/	/	/	/
Tl	0,05	/	0,05	/	/	/	/
As+Se+Te si flux > 5 g/h Autres que ceux visés à l'article 27-12 de l'arrêté du 2 février 1998	1	/	1	/	/	/	/
Pb si flux > 10 g/h	1	/	1	/	/	/	/
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Ni+Mn+V+Zn si flux > 25 g/h Autres que ceux visés à l'article 27-12 de l'arrêté du 2 février 1998	5	/	5	/	/	/	/
Manganèse	2	/	2	/	/	/	/

Article 3.2.5.2 Émissions totales, y compris les émissions diffuses *(supprimé)*

ARTICLE 3.2.6 VALEURS LIMITES DES FLUX SPÉCIFIQUES DE POLLUANTS REJETÉS

Quel que soit le flux horaire, la valeur limite de flux spécifique en poussières du four de fusion à induction est inférieure à 150 g/tonne d'acier fondu. Cette valeur et les autres valeurs limites sont reportées dans le tableau suivant.

conduits	1	2	3	10	11	12
Flux spécifiques	g/t	g/t	g/t	g/t	g/t	g/t
Poussières	150	50	35	35	35	/
solvants aromatiques,...	/	/	/	/	/	0,12
Formaldéhydes	/	/	/	/	/	0,01
N, N diméthyléthylamine (DMEA)	/	/	/	/	/	0,13

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.4. ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS SUR LES PRÉLÈVEMENTS EN CAS DE SÉCHERESSE

L'exploitant doit mettre en œuvre des mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau suivant les dispositions prévues dans le présent arrêté, lorsque sont dépassés les seuils suivants :

- seuil de vigilance ;
- seuil d'alerte ;
- seuil d'alerte renforcée ;
- seuil de crise ;

définis dans l'arrêté préfectoral cadre inter-préfectoral susvisé (ou tout acte venant le modifier), définissant pour la zone des mesures coordonnées de limitations provisoires des usages de l'eau et de surveillance.

Lors du dépassement des seuils de vigilance, alerte, alerte renforcée et crise, constaté par arrêté préfectoral, l'exploitant met en œuvre les mesures générales définies dans l'arrêté préfectoral portant restriction d'usage de l'eau pris en application de l'arrêté cadre inter-préfectoral susvisé, ainsi que les mesures spécifiques suivantes :

Dispositions à prendre selon le seuil				
	Vigilance	Alerte (plan économie niveau 1)	Alerte renforcée (plan économie niveau 2)	Crise (plan économie niveau 3)
Sensibilisation	Le personnel est informé du seuil sécheresse et est sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux.			
		Des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichés dans les locaux d'exploitation.		

Prélèvements en eau		- Un renforcement du suivi des consommations est mis en place. - L'exploitant se tient régulièrement informé de l'évolution de la criticité des seuils sécheresse.		
			- les prélèvements d'eau sont réduits au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation, - les tests à l'eau (essais périodiques défense incendie, test étanchéité, etc.) sont limités aux conditions l'exigeant réglementairement, ou pour des raisons de sécurité.	
				Le Préfet pourra, en fonction de la situation et de l'importance de la crise, aller jusqu'à l'interdiction des prélèvements eau du site*.

* L'exploitant qui souhaite bénéficier d'une dérogation transmet au préfet une demande dûment justifiée de dérogation en explicitant le caractère absolument indispensable de l'eau pour le bon fonctionnement de ses installations, ainsi que toutes les mesures prises récemment ou à venir, visant à réduire sa consommation d'eau. En cas de dérogation, le prélèvement est plafonné à la valeur résultante du plan d'économie niveau 2).

La levée des mesures spécifiques indiquées ci-dessus sera soit actée par arrêté préfectoral, soit effective à la date de fin de validité de l'arrêté préfectoral actant le franchissement de seuil.

L'EXPLOITANT TIENT À DISPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES UNE PROCÉDURE « SÉCHERESSE » DANS LAQUELLE IL EXPLICITERA LES DIFFÉRENTES MESURES MISES EN PLACE (COMPLÉTANT CELLES PRÉCITÉES) LORS DES ÉPISODES DE RESTRICTION DES USAGES DE L'EAU EN FONCTION DES SEUILS ATTEINT ET DES NIVEAUX DE PLAN D'ÉCONOMIE À METTRE EN ŒUVRE, SERONT ÉGALEMENT PRÉSENTÉS L'HISTORIQUE DES EFFORTS MIS EN PLACE (INVESTISSEMENT, INFRASTRUCTURE, PRODUCTION, RESTRICTION).

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

TITRE 5 – DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

ARTICLE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1 AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

ARTICLE 6.1.2 VÉHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R.571-1 à R.571-24 du Code de l'Environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

ARTICLE 6.1.3 APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1 VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 6.2.2 NIVEAUX DE BRUIT MAXIMUM EN LIMITE DE PROPRIÉTÉ DE L'ÉTABLISSEMENT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Emplacement	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)		PÉRIODE DE NUIT Allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)	
	Leq	L50	Leq	L50
Limite de propriété	60 dB	/	50 dB	/

CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

ARTICLE 6.3.1 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

ARTICLE 6.4 ÉMISSIONS LUMINEUSES

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux,
- les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

TITRE 7 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 CARACTÉRISATION DES RISQUES

CHAPITRE 7.2 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

CHAPITRE 7.3 GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES POUVANT PRÉSENTER DES DANGERS

CHAPITRE 7.4 MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES

CHAPITRE 7.5 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

TITRE 8 – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1 ÉPANDAGE

CHAPITRE 8.2 PRÉVENTION DE LA LÉGIONNELLOSE

Les installations de refroidissement par Tour Aéro-Réfrigérantes (TAR), relevant de la rubrique 2921 de la nomenclature ICPE, sont aménagées et exploitées suivant les dispositions de l'arrêté du **14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ou version ultérieure.**

La rubrique 2921 comprend toute installation assurant une fonction de refroidissement par refroidissement évaporatif et mettant en œuvre de manière continue ou intermittente le procédé de dispersion d'eau dans un flux d'air. C'est notamment le cas des installations de secours, des installations utilisées dans des procédés saisonniers, et des aéroréfrigérants dits mixtes ou hybrides combinant le fonctionnement évaporatif avec d'autres modes de fonctionnement (sec et/ou adiabatique).

En particulier, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau de l'installation en fonctionnement soit en permanence maintenue à une concentration inférieure à 1000 UFC/l selon la norme NF T 90-431.

CHAPITRE 8.3 RÈGLES PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA FONDERIE DE MÉTAUX

ARTICLE 8.3.2 PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 8.3.2.1 *Fusion-mise en œuvre des meilleures techniques disponibles*

Pour l'exploitation des fours à induction, la MTD consiste à :

- faire fondre les déchets propres, en évitant les charges rouillées et sales, et le sable collant ;
- utiliser des mesures dans les règles de l'art pour le chargement et l'exploitation telles qu'elles sont examinées dans la section 4.2.31. des MTD (fermeture du couvercle du four, limitation du maintien de température, fonctionnement à un niveau de puissance absorbée maximum, éviter la surchauffe inutile, le contrôle de l'usure de la paroi du réfractaire).

La zone de fusion doit être équipée de ses propres dispositifs de captation et de traitement. Les émissions canalisées de poussières et de métaux doivent respecter les valeurs limites fixées à l'article 3.2.4.

L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles et notamment à l'occasion des remplacements de matériel, à diminuer au maximum les émissions diffuses de fumées et poussières rejetées par les fours. À cet effet, des systèmes de captation spécifiques assurant un rendement supérieur à 95 % devront être mis en place.

ARTICLE 8.3.3 RÈGLES D'EXPLOITATION

ARTICLE 8.3.3.1 *Fusion / coulée*

Les fours à induction présents dans l'établissement doivent être uniquement utilisés pour l'obtention d'acier de deuxième fusion.

Toutes dispositions doivent être prises lors de la conduite des fours pour éviter la production d'imbrûlés ou de poussières toxiques à l'occasion des différentes phases de chargement, fusion et coulée.

À cet effet, l'alimentation des fours doit être effectuée uniquement à partir des déchets métalliques nobles et propres, tels que des chutes d'oxycoupage, de découpage... Toute introduction de déchets revêtus de matières plastiques, peinture, caoutchouc, bitumes, goudrons ou de tous autres produits susceptibles d'engendrer des émissions de poussières et gaz odorants ou toxiques est interdite.

L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles à diminuer au maximum la formation de laitier. À cet effet, la conduite du procédé prendra en compte les mesures suivantes, ou à défaut toute autre disposition équivalente :

- abaissement de la température du métal,
- prévention des dépassements temporaires de la température du métal,
- prévention des longs temps de repos du métal fondu dans le four de fusion,
- utilisation adéquate de fondants,
- choix adéquat du garnissage réfractaire.

CHAPITRE 8.4 – RÈGLES PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS D'EMPLOI ET DE STOCKAGE D'OXYGÈNE (RUBRIQUE 4725 REMPLACE L'ANCIENNE RUBRIQUE N° 1220)

Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725, emploi et stockage de l'oxygène, dont la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 200 t, sont soumises aux dispositions du présent chapitre. Les présentes dispositions s'appliquent sans préjudice des autres législations et en tenant compte des modifications de la nomenclature des installations classées.

ARTICLE 8.4.1 IMPLANTATION – AMÉNAGEMENT

ARTICLE 8.4.1.1 *Règles d'implantation*

L'installation doit être implantée à une distance d'au moins 5 mètres des limites de propriété. Cette distance n'est pas exigée si l'installation est séparée des limites de propriété par un mur plein sans ouverture, construit en matériaux A1 (anciennement incombustibles) et de caractéristique REI 120 (anciennement coupe-feu de degré 2 heures), d'une hauteur de 3 mètres ou s'élevant jusqu'à la toiture (hauteur inférieure à 3 mètres) et ayant une disposition telle que la distance horizontale de contournement soit d'au moins 5 mètres.

ARTICLE 8.4.1.2 *Accessibilité (supprimé)*

ARTICLE 8.4.1.3 *Rétention des aires et locaux de travail*

Le sol des aires comportant un ou plusieurs récipients fixes d'oxygène liquide, et des aires de dépotage des véhicules d'oxygène liquide doit être étanche, incombustible, non poreux et réalisé en matériaux inertes vis-à-vis de l'oxygène.

ARTICLE 8.4.1.4 *Cuvettes de rétention*

Dans le cas où l'installation comporte un ou plusieurs récipients fixes d'oxygène liquide, la disposition du sol doit s'opposer à tout épanchement éventuel d'oxygène liquide dans les zones où il présenterait un danger.

Les points particuliers où la présence d'oxygène liquide serait source de danger ou d'aggravation de danger (ouvertures de caves, fosses, trous d'homme, passages de câbles électriques en sol, caniveaux, regards...) doivent être éloignés de 5 mètres au moins des limites de l'installation.

Cette distance n'est pas exigée si des dispositions sont prises pour éviter qu'un épanchement éventuel d'oxygène liquide puisse s'écouler vers lesdites zones, par exemple en imposant une distance horizontale de contournement au moins égale à 5 mètres.

ARTICLE 8.4.2 EXPLOITATION – ENTRETIEN

ARTICLE 8.4.2.1 *Stockage d'autres produits*

Des récipients de gaz non inflammables peuvent être stockés dans le local ou à l'intérieur de l'installation.

Des récipients de gaz inflammables peuvent être stockés dans le local ou à l'intérieur de l'installation s'ils sont séparés des récipients d'oxygène soit par une distance de 5 mètres, soit par un mur plein sans ouverture présentant une avancée de mètre, construit en matériaux A1, de caractéristique REI 120, s'élevant jusqu'à une hauteur de 3 mètres ou jusqu'à la toiture (hauteur inférieure à 3 mètres), sauf indications plus contraignantes d'un autre arrêté type applicable pour les gaz inflammables concernés.

ARTICLE 8.4.3 RISQUES

ARTICLE 8.4.3.1 *Moyens de lutte contre l'incendie*

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués d'un extincteur à poudre de 9 kilogrammes.

CHAPITRE 8.5 RÈGLES PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX DÉPÔTS DE FERRO-SILICIUM (RUBRIQUE N° 195) (SUPPRIMÉ)

CHAPITRE 8.6 RÈGLES PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE TRAVAIL MÉCANIQUE DES MÉTAUX (RUBRIQUE N° 2560)

CHAPITRE 8.7 RÈGLES PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE TREMPÉ, RECUIT OU REVENU DE MÉTAUX (RUBRIQUE N° 2561)

CHAPITRE 8.8 RÈGLES PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE RÉFRIGÉRATION OU DE COMPRESSION (RUBRIQUE N° 2920) (SUPPRIMÉ)

CHAPITRE 8.9 RÈGLES PARTICULIÈRES APPLICABLES A L'EMPLOI DE LIQUIDES INFLAMMABLES (LA RUBRIQUE 4331 REMPLACE L'ANCIENNE RUBRIQUE 1433) (SUPPRIMÉ, SAUF L'ARTICLE 8.9.5.2.)

CHAPITRE 8.10 RÈGLES PARTICULIÈRES APPLICABLES AU GRENAILLAGE (LIRE RUBRIQUE N° 2575 ET NON RUBRIQUE 2725)

Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 l'emploi de matières abrasives, sont soumises aux dispositions du présent chapitre. Les présentes dispositions s'appliquent sans préjudice des autres législations.

Hauteur des cheminées

Les points de rejet associés aux machines de grenailage utilisées pour le dessablage et le décalaminage (conduits 10 et 11) doit dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.

CHAPITRE 8.11 RÈGLES PARTICULIÈRES APPLICABLES A LA CABINE DE PEINTURE (RUBRIQUE N° 2940)

CHAPITRE 8.12 RÈGLES PARTICULIÈRES APPLICABLES A LA GAMMAGRAPHIE (RUBRIQUE N° 1715) (SUPPRIMÉ)

TITRE 9 – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE

CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1 AUTOSURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

ARTICLE 9.2.1.1.2 *Autosurveillance par la mesure des émissions canalisées ou diffuses*

Les mesures portent sur les rejets suivants :

Paramètre	n° conduits	Fréquence	Enregistrement	Méthodes d'analyses
Débit	1 à 3 et 12	annuelle	non	ISO 10780
Débit	4 à 11 et 13	Tous les 3 ans	non	ISO 10780
Poussières	1	en permanence	oui	opacimétrie
O ₂	1 à 3 et 12	annuelle	non	NF EN 14789
O ₂	4 à 11 et 13	Tous les 3 ans	non	NF EN 14789

Paramètre	n° conduits	Fréquence	Enregistrement	Méthodes d'analyses
Poussières	1,2 et 3	annuelle	Non	NF X 44 052, NF EN 13284-1
Poussières	4 à 11 et 13	Tous les 3 ans	Non	NF X 44 052, NF EN 13284-1
COVNM (*) : solvants aromatiques,...	12 (*)	annuelle	Non	Normes en vigueur
COVNM (*) :MDI	12 (*)	annuelle	Non	Normes en vigueur
COVNM	4 à 9 et 13	Tous les 3 ans	Non	Normes en vigueur
COV visés à l'annexe III de l'arrêté du 02/02/98 (Formaldéhydes, phénols...)	12	annuelle	Non	Normes en vigueur
N, N diméthyléthylamine (DMEA)	12	annuelle	Non	Normes en vigueur
Cd+Hg+Tl	1, 3	annuelle	Non	NF EN 14385, NF EN 13211
Cd	1, 3	annuelle	non	NF EN 14385
Hg	1, 3	annuelle	Non	NF EN 13211
Tl	1, 3	annuelle	Non	NF EN 14385
As+Se+Te	1,3	annuelle	Non	NF EN 14385
Pb	1, 3	annuelle	Non	Normes en vigueur
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Ni+Mn+V+Zn	1, 3	annuelle	non	NF EN 14385
Mn	1, 3	annuelle	non	NF EN 14385

ARTICLE 9.2.1.1.2 Autosurveillance des émissions par bilan

Sans objet, la consommation de solvant devant être maintenue à moins de 1 tonne par an.

ARTICLE 9.2.1.2 Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement (supprimé)

ARTICLE 9.2.1.3 Mesures « comparatives »

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

Paramètre	Fréquence
Poussières	Tous les trois ans

CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

CHAPITRE 9.4 BILANS PÉRIODIQUES

ARTICLE 9.4.1. BILANS ET RAPPORTS ANNUELS

ARTICLE 9.4.1.1 Bilan environnement annuel

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées.
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant

considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. Ce bilan concerne au minimum, d'après les éléments portés à la connaissance de l'inspection des installations classées, les substances suivantes : poussières, Cd, Hg, As, Pb, Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Ni, Zn, Mn.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9.4.1.1 *Rapport annuel*

Sans objet.

ARTICLE 9.4.2 BILAN ANNUEL DES ÉPANDAGES

Sans objet.

ARTICLE 9.4.3 BILAN QUADRIENNAL (EAUX SOUTERRAINES-SOLS)

L'exploitant adresse tous les quatre ans un bilan comportant l'analyse des résultats de surveillance des eaux souterraines et des sols sur la période quadriennale écoulée ainsi que les propositions de l'exploitant pour, le cas échéant :

- réexaminer le plan de gestion établi conformément à l'Article 9.3.1,
- réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.

Le bilan quadriennal comporte également la comparaison avec l'état initial de l'environnement ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.

ARTICLE 9.4.4 BILAN DE FONCTIONNEMENT (ENSEMBLE DES REJETS CHRONIQUES ET ACCIDENTELS) SUPPRIME

TITRE 10 – ÉCHÉANCES (POUR MÉMOIRE)

Articles	Types de mesure à prendre	Date d'échéance	Date de réalisation
2.1.1	Mise en œuvre d'un SME	1 ^{er} juillet 2011	Le site est certifié ISO 14001 depuis janvier 2014
4.3.3 et 4.3.12	Respect de la valeur limite en hydrocarbures sans recours à un déshuileur	31 décembre 2010	
8.3.1	Étude technico-économique	31 décembre 2011	Étude réalisée pour les 2 sites Sainte Suzanne et Colombier Fontaine dans la demande d'exploiter la zone de stockage de déchets (APC 16/12/14)
9.2.1.2	Évaluation des risques sanitaires intégrant les résultats d'une campagne de surveillance de la qualité de l'air (poussières et métaux)	Dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté	EQRS réalisée en 2014 avec restitutions en 2015 et demande R181-46 passage four à induction

TITRE 11 – DISPOSITIONS A CARACTÈRE ADMINISTRATIF

ARTICLE 11.1. – DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS

La présente décision pourra être déférée au Tribunal Administratif de BESANÇON. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Le délai de recours est de un an pour les tiers à compter de la publication et de l'affichage de cet arrêté. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.télérecours.fr

ARTICLE 11.2. – NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié à la Société CASTMÉTAL FWF située route de Besançon à SAINTE-SUZANNE (25630).

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait sera affiché en Mairie de SAINTE-SUZANNE par les soins du Maire pendant un mois.

ARTICLE 11.3. – EXÉCUTION ET AMPLIATION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bourgogne – Franche-Comté ainsi que le Maire de SAINTE-SUZANNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée :

- au Sous-Préfet de l'Arrondissement de Montbéliard,
- au Maire de SAINTE-SUZANNE,
- à la Direction Départementale des Territoires,
- à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours,
- à l'Agence Régionale de la Santé – Unité Territoriale Santé Environnement Nord Franche-Comté,
- à la Direction de la Consommation, de la Concurrence, du travail et de l'Emploi,
- au Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,
- à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bourgogne – Franche-Comté – Unité Départementale Territoire de Belfort – Nord Doubs.

Besançon, le 15 JAN. 2019

LE PRÉFET
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Jean-Philippe SETCOM